

CCAG applicable aux techniques de l'information et de la communication

Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) a été publié au Journal Officiel le 16 octobre 2009. Il est entré en vigueur un mois après sa publication.

Le CCAG-TIC est le seul à jour des évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles. Son utilisation garantit des engagements contractuels clairs et sécurisés. Il est déconseillé d'avoir recours aux dispositions du chapitre VII de la version 1977 (abrogée) du CCAG-FCS : elles renvoient à des clauses obsolètes et parfois inapplicables.

Un CCAG nouveau

Les marchés informatiques relevaient, jusqu'en 2009, d'un chapitre particulier (chapitre VII) qui avait été ajouté en 1986 au CCAG - Fournitures courantes et services (CCAG-FCS) de 1977. Du fait du développement considérable des achats liés aux TIC ces vingt dernières années, ce chapitre, limité à l'informatique, était devenu insuffisant pour traiter tous les aspects techniques de ces marchés. Il a donc été décidé de proposer un CCAG autonome pour ces marchés.

Des CCAG harmonisés

Le CCAG-TIC reprend l'ensemble des clauses communes aux différents CCAG, principalement les obligations générales des parties, les dispositions relatives au développement durable, l'obligation d'assurance, les dispositions en matière de livraison, de transport, de stockage et les clauses de résiliation.

Un texte particulier

Le CCAG dédié aux TIC développe les aspects spécifiques à cette catégorie de marchés :

- en prévoyant un préambule qui précise les cas d'utilisation du CCAG-TIC, en le différenciant du CCAG-FCS ou du CCAG-MI ;
- en adoptant une définition contractuelle du logiciel, qui se décline en 2 catégories pour correspondre à la réalité pratique des marchés : logiciels standards et logiciels spécifiques ;
- en intégrant un régime de propriété intellectuelle complet, plus étoffé que celui de l'ancien chapitre VII, évitant ainsi le recours au CCAG-PI pour les logiciels complexes ;
- en proposant comme le CCAG-prestations intellectuelles deux options de propriété intellectuelle : soit la concession de droits d'utilisation, soit la cession des droits patrimoniaux à titre exclusif au pouvoir adjudicateur ;
- en précisant, pour les TIC, le contenu contractuel que revêtent les notions de résultats et de garanties demandées au titulaire par le pouvoir adjudicateur ;
- en créant un système de redevance comme contrepartie de l'exploitation commerciale des résultats par l'une ou l'autre partie. Dans l'option A, une redevance est ainsi versée au pouvoir adjudicateur par le titulaire s'il exploite commercialement les résultats ; inversement, si le marché prévoit expressément une exploitation à des fins commerciales des résultats par le pouvoir adjudicateur, c'est ce dernier qui devra verser une redevance au titulaire du marché ;
- en proposant un chapitre 6 dédié à la tierce maintenance applicative et à l'infogérance.

Pour faciliter la prise en main des CCAG 2009, des tables de correspondance avec les versions précédentes sont disponibles en ligne sur le site « commande publique » du ministère de l'économie.